



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

**de l'Assemblée**

**Le mardi 19 octobre 2021 — Vol. 46 N° 1**

**Président de l'Assemblée nationale :  
M. François Paradis**

---

**2021**

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

Débats de l'Assemblée	145,00 \$
Débats de toutes les commissions parlementaires	500,00 \$
Pour une commission parlementaire en particulier	100,00 \$
Index (une session, Assemblée et commissions)	30,00 \$

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec  
Direction de la gestion immobilière et des ressources matérielles  
1020, rue des Parlementaires, bureau RC.85  
Québec (Québec)  
G1A 1A3

Téléphone: 418 643-2754  
Télécopieur: 418 643-8826

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires dans Internet à l'adresse suivante:  
**[www.assnat.qc.ca](http://www.assnat.qc.ca)**

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

**Débats de l'Assemblée nationale**

**Le mardi 19 octobre 2021 — Vol. 46 N° 1**

**Table des matières**

Allocution d'ouverture Le Lieutenant-gouverneur	1
<b>Affaires du jour</b>	
Affaires prioritaires	
Discours d'ouverture	2
M. François Legault	2
Motion proposant que l'Assemblée approuve la politique générale du gouvernement	9
Motion proposant de remettre en application l'ordre spécial adopté à l'ouverture de la séance du 14 septembre 2021 malgré la prorogation de la première session de la 42e législature	9
Mise aux voix	10
<b>Ajournement</b>	10



Le mardi 19 octobre 2021 — Vol. 46 N° 1

(Quatorze heures trois minutes)

**Le Président** : Mmes et MM. les députés, bon mardi.

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de M. Jean Rochon, député de Charlesbourg de 1994 à 2003. Nous avons également tous été extrêmement bouleversés par le décès tragique de M. David Amess, député britannique, survenu vendredi dernier. Alors, nous allons nous recueillir quelques instants en ayant une pensée particulière pour leurs familles et leurs proches.

Je vous remercie. Veuillez vous asseoir.

Mmes et MM. les députés, nous allons accueillir le lieutenant-gouverneur. Je vous prie de bien vouloir demeurer à vos places jusqu'à son arrivée.

**Des voix** : ...

**Le Président** : Mmes et MM. les députés, vous êtes priés de vous lever pour accueillir le lieutenant-gouverneur.

**Mme Michel (Véronique)** : Mmes et MM. les députés, Son honneur le lieutenant-gouverneur du Québec.

#### Allocution d'ouverture

#### Le Lieutenant-gouverneur

**Le Lieutenant-gouverneur** : Merci. Veuillez vous asseoir. Merci.

M. le Président de l'Assemblée nationale, M. le premier ministre, Mme la cheffe de l'opposition officielle, Mme Anglade, M. le chef du deuxième groupe d'opposition, M. le chef du troisième groupe d'opposition, Mmes et MM. les députés, distingués invités, je voudrais tout d'abord souligner le difficile travail accompli par l'assemblée des députés de cette 42<sup>e</sup> législature, et ce, depuis le début de la pandémie à laquelle nous sommes toutes et tous confrontés. Celle-ci, il nous faut le noter, a profondément modifié la vie parlementaire.

Il y a longtemps que nous n'avions pas connu un tel fléau, et rares sont les élus qui ont dû composer avec des circonstances aussi difficiles depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Malgré tous les défis, malgré toutes les contraintes, vous avez continué de représenter vos concitoyennes et vos concitoyens avec rigueur et sensibilité. Vous avez su faire preuve de grandeur face aux immenses responsabilités qui sont vôtres dans votre mission commune d'œuvrer au mieux-être de notre collectivité. Les défis ont été et sont encore nombreux. La nation québécoise vous en est redevable. Elle vous en remercie.

Je tiens, en premier lieu, à saluer et féliciter M. le premier ministre pour avoir surmonté les difficultés rencontrées dans la gestion de l'État et pour avoir démontré jugement et rigueur durant ces moments difficiles qu'a entraînés la pandémie dans laquelle nous vivons. M. le premier ministre, je tiens à vous assurer que le mandat qui vous a été confié par la population québécoise est des plus importants et que je serai toujours là pour continuer à faire le travail en entière collaboration, dans l'accomplissement et dans la réalisation de votre mandat.

• (14 h 10) •

Je ne voudrais oublier le mandat, parfois ingrat, et le travail, parfois ingrat, effectué par les membres des groupes d'opposition en ces moments trop souvent tragiques auxquels nous sommes toutes et tous confrontés depuis près de deux ans déjà. Ainsi, je me dois également d'offrir mes félicitations et remerciements à Mme Dominique Anglade, cheffe de l'opposition officielle, à M. Gabriel Nadeau-Dubois, chef du deuxième groupe d'opposition, et à M. Joël Arseneau, chef du troisième groupe d'opposition.

Les circonstances et les exigences de votre mandat ont considérablement évolué depuis l'ouverture de la précédente session de cette législature. Personne ne pouvait s'attendre à devoir affronter une crise de cette ampleur. Aussi, le gouvernement a-t-il cru opportun et pertinent de convoquer une nouvelle session parlementaire et de renouveler les priorités gouvernementales.

Je laisserai, dans un instant, au premier ministre le soin de préciser ses priorités.

Pour ma part, je tiens à souligner le privilège immense que vous avez toutes et tous comme députés élus de notre nation, de cette nation que nous chérissons, de cette nation que nous aimons. D'autres obstacles se présenteront, mais, ensemble, unis dans la recherche de solutions, je suis sûr que vous saurez les vaincre.

L'histoire du Québec n'est pas un long fleuve tranquille. Elle est faite d'épreuves, de résistance, de résilience, comme les deux dernières années nous l'ont rappelé. Nous ne devons jamais oublier la lutte que nos ancêtres ont menée pour bâtir une société libre et démocratique, représentative de leur culture et de leur identité. Soyons fiers de l'héritage qu'ils nous ont légué.

Ce grand héritage démocratique s'incarne aujourd'hui en vous toutes et en vous tous qui êtes de différentes origines, de différentes professions, de différentes idéologies politiques et qui proviennent des différentes régions du Québec.

Le mandat qui vous est confié est d'importance. Il se résume toutefois en un principe simple mais d'une grande responsabilité : travailler au meilleur de vous-même et de vos connaissances en vue de répondre aux besoins et aux préoccupations de l'ensemble de la population québécoise. C'est ce qui doit toujours rester au cœur de vos prises de position, en vue d'adopter vos décisions.

J'ai une pensée toute particulière également pour les Premières Nations et la nation inuite du Québec, lesquelles ont traversé des épreuves très douloureuses, sources de blessures profondes, d'une génération à l'autre, des blessures qui font encore mal aujourd'hui. Nous avons tous le devoir de regarder la vérité en face et de travailler ensemble à sa recherche.

Pour ma part, il m'est apparu approprié, dans la foulée de la Commission de vérité et réconciliation et de la commission Viens, de procéder à la création des médailles des Premiers Peuples. Celles-ci visent, sur recommandation des membres des Premières Nations et de la nation inuite, reconnaître le travail, l'engagement et le souci de personnes issues de chacune d'elles d'œuvrer aux mieux-être de leurs communautés respectives.

Enfin, soulignons-le, le Québec se relève de l'une des pires crises depuis plus de 75 ans. L'avenir demeure, toutefois, encore rempli de défis, mais présente aussi de grandes et nouvelles opportunités. Nous devons tous continuer de rassembler la nation québécoise pour saisir ces occasions et pour nous assurer que l'ensemble de nos concitoyennes et de nos concitoyens en tirent profit et en bénéficient.

Je termine en vous souhaitant tout le succès désiré dans les fonctions que vous assumerez durant cette seconde session de la 42<sup>e</sup> législature. J'ai la conviction que vous saurez faire preuve de grandeur et de dévouement comme vous l'avez d'ailleurs démontré au cours des derniers mois.

Enfin, je désire, tant en mon nom personnel qu'en celui de nos concitoyennes et concitoyens, vous remercier très sincèrement pour votre engagement à faire de ce Québec un endroit où il fait bon vivre, en harmonie et dans le respect des autres. En cela, j'exprime ma confiance en vous toutes et en vous tous que vous saurez le faire.

Bonne session et bon travail. Merci.

### Affaires du jour

### Affaires prioritaires

### Discours d'ouverture

**Le Président :** Et j'invite maintenant M. le premier ministre à prononcer le discours d'ouverture de cette deuxième session de la 42<sup>e</sup> législature. M. le premier ministre.

### M. François Legault

**M. Legault :** M. le Président, depuis maintenant 20 mois, 20 longs mois, on mène la bataille de notre vie. Cette longue bataille, on continue de la mener ensemble.

On a vécu des moments douloureux. On a perdu des milliers de personnes. Mais on a, jusqu'ici, surmonté toutes les épreuves, les unes après les autres, avec de l'audace, avec de la persévérance, avec du courage.

On a réussi à garder nos enfants à l'école plus longtemps que presque partout en Amérique du Nord. On a réussi à continuer à soigner nos malades. On a réussi à vacciner notre population dans une proportion plus grande que la majorité des nations dans le monde. Et, grâce à cette vaccination, on a réussi à libérer les Québécois d'une bonne partie des restrictions sanitaires.

On a aussi réussi à garder notre économie ouverte. Les Québécois sont actuellement au travail. En fait, le Québec est en train de retrouver une croissance plus élevée que dans le reste du Canada. Et on le fait en gardant un contrôle serré sur nos finances publiques, qui restent saines et solides.

Bien sûr, une grande partie de ces réussites vient de nos travailleurs de la santé, des travailleurs de première ligne, de nos experts en santé publique, des employés de l'État, des élus. Mais la plus grande part du mérite revient aux Québécois eux-mêmes, à leur résistance, à leur solidarité, à leur sagesse. Merci aux Québécois.

J'ai la conviction que les Québécois ne veulent pas qu'on retourne en arrière, avant la pandémie. Ils veulent qu'on consolide les avancées qu'on a faites. Ils veulent qu'on répare ce qui est brisé, qu'on rénove ce qui est usé et surtout, surtout, qu'on saisisse les opportunités exceptionnelles qui se présentent devant nous.

• (14 h 20) •

Dans mon discours d'ouverture de 2018, j'ai dit que notre adversaire, c'était la peur. La peur du changement, la peur d'échouer. Après tout ce qu'on a réussi à faire, je pense que la peur est, en bonne partie, disparue. Mais le danger qui nous guette maintenant, c'est la tentation de l'immobilisme, de la résignation, de l'inaction.

Je suis convaincu que, si on écarte cette tentation pour se mettre en action, rien ne peut arrêter le Québec.

Pour paraphraser le président Kennedy, au lieu de nous demander ce que le Québec peut faire pour nous autres, demandons-nous ce qu'on peut faire pour le Québec. Et je suis convaincu qu'en additionnant la bonne volonté de 8,6 millions de Québécois on peut en faire beaucoup.

La bataille de notre vie, cette longue bataille qu'on a livrée au virus, n'est pas encore finie. Il va falloir rester vigilants, faire preuve de prudence, de prévoyance. Mais je suis plus confiant que jamais depuis le début de la pandémie que le pire est derrière nous. Et je suis convaincu que c'est le temps, maintenant, pour le Québec de se projeter dans l'avenir.

Mais, avant de se projeter dans l'avenir, je veux être clair sur un point qui est très important pour moi : les engagements qu'on a pris en 2018, on va les tenir.

On a déjà réduit de façon très importante les taxes scolaires. On a augmenté l'allocation famille. On a remis un tarif unique pour les services de garde subventionnés. On a augmenté le crédit d'impôt pour le maintien à domicile. On a augmenté le crédit pour les personnes aidantes. On a réduit les tarifs de stationnement pour les établissements de santé. En fait, on a remis 2,3 milliards par année dans les poches des Québécois. Et je pourrais continuer sur les autres promesses.

Vous avez vu comme moi, les experts sont d'accord : jamais, jamais un gouvernement n'a autant respecté ses promesses électorales. Et on va finir le travail.

Depuis le début de la pandémie, le gouvernement a été obligé d'avoir recours à l'urgence sanitaire pour mettre en place des consignes exceptionnelles, des consignes temporaires, pour protéger la population. Je vous annonce qu'on va lever cette urgence sanitaire après la vaccination des enfants de cinq à 11 ans. Évidemment, on n'est jamais à l'abri des surprises, avec la pandémie, mais, si tout va bien, cette vaccination devrait être terminée au début de 2022.

Ce qui a peut-être frappé le plus l'imagination des Québécois, dans les 20 derniers mois, ce sont, d'un côté, les ratés et, de l'autre côté, les réussites du système de santé.

D'abord, le système a montré ses limites, d'abord dans les CHSLD. Le manque de personnel a amené des situations inhumaines où des personnes âgées vulnérables ont manqué de soins, ont été laissées à elles-mêmes dans les pires conditions. À un moment donné, il nous manquait environ 10 000 préposés.

On a vu aussi que nos systèmes d'information étaient dépassés. Il y avait aussi des CHSLD qui n'avaient pas de responsable des équipements de protection. Il y avait même des CHSLD où il n'y avait pas de patron sur place.

Pour combler le manque de personnel, on a inventé le système Je contribue, et la réponse des Québécois a été extraordinaire. Tout le monde a travaillé ensemble, en cherchant des solutions plutôt que des problèmes. On a obtenu un succès incroyable. Il y a des dizaines de milliers de Québécois qui sont venus nous donner un coup de main.

Et, quand j'ai demandé, à l'été 2020, qu'on mette sur pied un programme de formation accélérée pour embaucher des milliers de préposés, d'abord on a eu de la résistance, mais, quand tout le monde s'est mis en mode solution, on a eu la démonstration que nos systèmes d'éducation et de santé sont capables de se revirer de bord rapidement quand c'est nécessaire. On a formé et intégré en seulement quelques mois 9 400 nouveaux préposés. C'est une de mes grandes fiertés.

Au début de la crise, on avait aussi des inventaires d'équipement de protection, des masques, blouses, gants, visières... des inventaires qui étaient très serrés. Il a fallu mettre en place des opérations qui relèvent presque de films d'action. Mais on s'est mis à l'ouvrage puis on a réussi. Non seulement on a réussi, mais aujourd'hui le Québec fabrique lui-même des masques, des blouses, des visières. Quelle fierté, M. le Président!

J'ai dit tantôt qu'il nous manquait environ 10 000 préposés. Pourquoi j'ai dit «environ»? Parce qu'on ne connaissait pas les chiffres précis. Tous les matins, dans la cellule de crise, j'essayais de savoir exactement combien il manquait de monde, combien d'établissements étaient touchés, et je n'avais pas de réponse. En fait, quand j'ai insisté pour savoir pourquoi on avait autant de difficultés à avoir des chiffres, la réponse a été stupéfiante : on marchait avec des fax en 2020!

Ensuite, quand on a demandé aux Québécois de rester chez eux, c'est devenu évident qu'on avait un problème avec les consultations médicales en personne. Or, en quelques semaines seulement, on a pris un virage majeur en multipliant les consultations médicales en ligne ou par téléphone. Les médecins ont collaboré à ce virage. On a réussi, donc, en quelques semaines seulement, à implanter ce qui autrement aurait pris plusieurs années. On a réussi aussi à transférer des actes qui étaient faits par les infirmières... par les médecins, pardon, aux infirmières, pour utiliser comme il faut les compétences de tout le monde.

Tout ça pour vous dire que, si on a vu comme jamais les failles de nos systèmes, on a vu aussi notre capacité de créativité, d'avoir des succès. Et c'est la démonstration que, quand on s'y met tous ensemble, et surtout quand on écarte cette tentation de l'immobilisme, on est capables, au Québec, de changer les choses.

• (14 h 30) •

Au cours des trois premières années de notre mandat, on a fait, comme promis, beaucoup de changements. Mais, au cours des prochaines années, on va devoir encore faire beaucoup d'autres changements. Puis, le changement, le chantier où on va en avoir le plus, c'est celui de la santé.

Avant la pandémie, il y avait des sceptiques sur la capacité d'un gouvernement de changer en profondeur le réseau de la santé. Maintenant, on sait que c'est possible. Dorénavant, notre défi, c'est non seulement de rendre certains changements permanents, mais c'est d'aller encore plus loin.

Et, que ce soit dans le secteur privé ou dans le secteur public, ça a été démontré, qu'une gestion efficace, ça commence d'abord avec un mot très important : décentralisation. On a actuellement un réseau de la santé qui est beaucoup trop centralisé. La responsabilité du ministère de la Santé, ça devrait être de fixer des objectifs de permanence... de performance, pardon, et de suivre les résultats. Mais les personnes qui sont les mieux placées pour choisir les meilleurs moyens pour atteindre ces objectifs, ce sont les personnes qui sont sur le terrain, ce sont les personnes qui sont proches de l'action. Donc, le gouvernement va procéder à une vaste décentralisation du réseau de la santé vers les régions, vers les sous-régions du Québec.

Le plus grand défi du réseau de la santé, c'est la gestion des ressources humaines. Le plus grand défi, c'est d'employer efficacement et humainement les milliers de travailleurs de la santé.

Quand on regarde la gestion actuelle, qui est comme ça depuis plusieurs années, on voit un système qui est devenu dysfonctionnel, où 40 % des employés sont à temps partiel, où il n'y a pas de flexibilité, où on n'a pas d'autre choix que d'imposer des heures supplémentaires. Résultat, on se retrouve avec des employés épuisés, des employés qui finissent par quitter le réseau. C'est un cercle vicieux qu'il faut briser.

Les nouvelles conventions collectives des infirmières, des préposés, des autres professionnels de la santé vont enfin nous permettre d'avoir une nouvelle organisation du travail, une organisation plus humaine, plus performante. Mais, pour y arriver, on va avoir besoin de tout le monde, on va avoir besoin que tout le monde accepte de changer les façons de faire, les syndicats, les gestionnaires, les ordres professionnels, les employés, tout le monde, parce que, il faut bien comprendre, tout le monde souhaite réduire au plus strict minimum le temps supplémentaire obligatoire, et ça, le plus vite possible. Puis moi, je suis convaincu qu'on est capables d'y arriver si on travaille ensemble. Et ça va nous permettre, à court terme, de ramener du personnel dans le réseau public. Puis on regarde, actuellement, pour mettre en place aussi des nouveaux incitatifs pour attirer plus d'étudiants vers les formations en santé.

On a besoin aussi d'une soupape de secours quand il arrive des situations exceptionnelles. Les agences privées peuvent dépanner, mais depuis trop longtemps le Québec est devenu dépendant de ces agences privées. Il faut s'affranchir des agences privées. Il faut bâtir un réseau public fort, capable de répondre en tout temps aux besoins des Québécois. Et on travaille donc, actuellement, sur un mécanisme de dépannage à même le réseau public. On ne doit plus jamais dépendre des agences privées.

On a vu, au début de la pandémie, que le gouvernement puis les médecins en particulier pouvaient se revirer de bord rapidement. Mais malheureusement cette volonté de changement n'est pas toujours au rendez-vous, en particulier chez certains médecins de famille. C'est le cas pour la prise en charge des patients. Pourtant, tous les spécialistes sont unanimes, c'est la clé pour désengorger nos urgences et aussi pour offrir des meilleurs services en première ligne.

On a eu beaucoup de discussions avec les représentants des médecins de famille, depuis trois ans, mais je dois dire que je commence à m'impatienter, puis les Québécois aussi. J'ai toujours pensé qu'il valait mieux s'entendre avec les médecins, mais, s'il le faut, on ne va pas hésiter à imposer une conclusion, parce que les Québécois s'attendent à être pris en charge puis à avoir des services de première ligne dans un délai raisonnable.

Par ailleurs, on a conclu une entente avec les médecins spécialistes. Ça va nous permettre de récupérer des sommes très importantes, pour ramener leur écart de rémunération avec les spécialistes de l'Ontario au même niveau que les autres travailleurs. On s'attend à ce que cette entente soit intégralement respectée par les médecins spécialistes.

Au début de mon intervention, j'ai parlé de la nécessité de faire des changements en profondeur, au Québec, en mettant à profit ce qu'on a appris pendant la pandémie. Il ne faut pas se mettre la tête dans le sable. Durant la pandémie, nos aînés dans les CHSLD n'ont pas toujours été bien servis, puis on a vu qu'il existe des différences importantes entre les résidences pour aînés, souvent sans que le gouvernement puisse intervenir. Donc, pour assurer les soins de qualité à tous nos aînés, on va conventionner certains CHSLD privés.

Par ailleurs, le drame dans nos CHSLD nous oblige à nous projeter vers l'avenir. Quand on sait que le nombre de personnes de 75 ans et plus va doubler d'ici 20 ans, c'est clair que les besoins vont augmenter. Si on ne fait rien, les dépenses publiques vont exploser, et ce ne sera pas soutenable financièrement.

Pour remplacer les CHSLD désuets, on est en train de construire des maisons des aînés avec plus d'espace, une meilleure qualité de vie. C'est indispensable quand il y a une perte vraiment importante d'autonomie. Mais on doit en faire plus pour les personnes âgées qui veulent et qui peuvent rester à la maison. Et je suis convaincu que vieillir à la maison, c'est ce que souhaite la grande majorité des Québécois.

Donc, au moment où on doit entreprendre enfin ce grand virage vers les soins à domicile, on doit se poser toutes les questions sur nos façons de faire. Est-ce que le modèle de soins à domicile, au Québec, est performant? Est-ce que les formules de financement sont efficaces? Est-ce que les tarifs sont équitables? Tout ça doit être examiné rapidement par les meilleurs experts pour qu'on fasse les bons choix. Le gouvernement va donc mandater la Commissaire à la santé et au bien-être pour se pencher sur le soutien à domicile et pour nous faire des recommandations concrètes.

Maintenant, c'est important aussi que le gouvernement fédéral ne vienne pas se mêler de la gestion du réseau de la santé. Le gouvernement fédéral ne finance que 22 % des dépenses de santé des provinces, alors que les Québécois envoient 40 % de leurs impôts à Ottawa. Donc, le gouvernement fédéral doit augmenter ses transferts au Québec en santé, mais il ne doit pas ajouter des fonctionnaires pour essayer de gérer notre réseau de la santé. C'est déjà assez complexe comme ça.

Donc, je veux être très clair, M. le Président, le gouvernement du Québec va continuer de se battre pour que le gouvernement fédéral respecte la compétence exclusive du Québec en santé. Ça, c'est très clair.

• (14 h 40) •

L'autre grand défi, c'est celui des données et de l'utilisation des technologies numériques. C'est impossible pour moi de m'imaginer qu'on soit capable de bien gérer le réseau de la santé sans avoir des bonnes données. Donc, on a besoin des technologies pour bien gérer, mais on a besoin aussi des technologies pour faciliter la vie des Québécois. La télémédecine, ça a un potentiel énorme pour aider les Québécois. Les technologies, aussi, peuvent donner un meilleur accès aux Québécois à leurs propres données puis aussi aux services qui sont offerts dans leur région. Donc, le grand chantier des technologies numériques est nécessaire si on veut offrir des bons soins de santé aux Québécois.

Mais ce qui est vrai, en santé, en matière de transformation numérique, c'est vrai aussi pour l'ensemble du gouvernement et aussi pour les Québécois. Encore là, on peut s'inspirer d'une réussite. Quand on a décidé de mettre tous les employés de l'État en télétravail, tous ceux qui pouvaient, bien, on a réussi à le faire en quelques semaines, alors qu'autrement ça aurait pris des années.

Donc, on a avancé, dans le domaine numérique, mais la pandémie nous a montré qu'on doit accélérer la transformation numérique de l'État. Puis on doit le faire pour trois raisons. Un, on doit absolument implanter des pratiques sécuritaires dans tout le secteur public pour éviter les cyberattaques et les vols de données personnelles, c'est primordial de nos jours. Deux, on doit décloisonner les bases de données du gouvernement pour mieux servir les Québécois, pour être aussi en mesure de mieux gérer nos immenses organisations, puis, à terme, ça va aussi nous permettre de faire des économies. Et, trois, ultimement, on va offrir aux Québécois une citoyenneté numérique, ce qui va leur permettre d'accéder avec beaucoup plus de simplicité aux services de l'État. Par exemple, avec un permis de conduire ou une carte d'assurance maladie numérique sur leurs téléphones, les Québécois vont pouvoir transiger facilement en ligne avec le gouvernement.

Avec la structure actuelle du gouvernement, on est allés au bout de nos possibilités. Pour protéger les systèmes de l'État et les données des citoyens des cyberattaques, pour gérer plus efficacement nos organisations puis pour simplifier la vie des Québécois, on va donc créer un ministère de la Cybersécurité et du Numérique en bonne et due forme.

Donc, il y a l'État, mais il y a aussi les Québécois. Puis la pandémie a révélé à quel point l'accès à Internet haute vitesse était devenu vraiment indispensable. Qu'on pense au télétravail, l'école à distance, la télémédecine, les achats en ligne et tous les services qui sont accessibles seulement par Internet, je pense qu'on a achevé, avec la pandémie, de faire la démonstration qu'Internet haute vitesse, c'est un service essentiel dans toutes les régions du Québec.

Et, quand on s'est engagés, en 2018, à rendre Internet haute vitesse accessible à tous les Québécois d'ici la fin de notre premier mandat, il y avait beaucoup de sceptiques dans la salle, parce que d'autres gouvernements l'avaient promis avant nous autres, sans succès.

Je dois avouer qu'au début on s'est heurtés à beaucoup d'obstacles. Puis on a rencontré les entreprises de télécoms. Puis je vous annonce qu'on va y arriver. On va avoir Internet haute vitesse dans toutes les régions du Québec d'ici la fin de notre mandat.

Depuis un an et demi, nos enfants, nos adolescents, nos jeunes adultes ont fait beaucoup de sacrifices. Ils ont été admirables, solidaires, disciplinés. Ils ont montré des facultés d'adaptation incroyables. Ils ont fait des sacrifices pour protéger nos aînés.

Notre belle nation a de beaux jeunes. Et je pense que, collectivement, on leur en doit toute une. Puis, dans les prochaines années, je souhaite que tout le Québec retourne l'ascenseur à nos jeunes.

Au début de notre mandat, je le disais tantôt, on a éliminé, pour les tarifs de garderie, la taxe qui pigeait des milliers de dollars dans les poches des familles de la classe moyenne. On a ramené les tarifs à 8,50 \$ pour tout le monde. On a aussi versé des milliers de dollars aux parents via l'Allocation famille. On a augmenté le soutien aux enfants handicapés, on a créé des places en service de garde, mais on doit aller plus loin. Le gouvernement doit et va accélérer la cadence.

Au cours des prochains jours, on va lancer une vaste offensive pour créer rapidement les 37 000 places qui manquent en service de garde. Tous les parents qui le souhaitent vont pouvoir enfin avoir accès à une place en service de garde au Québec.

Mais on a aussi un défi pour recruter des éducatrices en service de garde. Vous l'avez vu, M. le Président, on a donné des augmentations de salaire de 12 % à 17 %, et on continue les négociations pour que les éducatrices soient reconnues à la hauteur de leurs responsabilités, qui sont tellement importantes, parce qu'elles s'occupent de ce qu'on a de plus important, nos enfants.

On regarde aussi la possibilité d'augmenter les crédits d'impôt pour les parents qui utilisent les services de garde non subventionnés.

Depuis trois ans, on a fait beaucoup de changements en éducation. On a mis en place le programme Agir tôt pour dépister très tôt les troubles d'apprentissage chez les enfants. On a augmenté de façon importante le nombre d'orthophonistes, de spécialistes pour aider les enfants qui ont des difficultés d'apprentissage. On a accéléré les maternelles quatre ans, qui sont en forte demande chez les parents. On a commencé à construire des nouvelles écoles plus lumineuses. Donc, il y a eu, en éducation, beaucoup d'action.

Puis, est arrivée la pandémie. Je ne me souviens pas, de mémoire d'homme, d'avoir vu le réseau de l'éducation aussi secoué. Les élèves, les parents, les enseignants, le personnel de soutien, les directions ont eu à s'adapter continuellement. Mais, quand je regarde les résultats, on est passés au travers de la tempête. Puis, avec les enseignants, avec tout le milieu de l'éducation, on a réussi à sauver l'année scolaire de nos enfants québécois. Quelle fierté!

On a aussi signé avec les enseignants une nouvelle convention collective qui, selon les mots mêmes du président du syndicat de la FAE, va marquer l'histoire de la profession d'enseignant. Ce n'est pas rien, M. le Président.

• (14 h 50) •

J'en profite aussi, en passant, pour souligner que le gouvernement est en train d'augmenter le salaire et d'améliorer les conditions de travail dans des emplois majoritairement occupés par des femmes : des infirmières, des préposées, des éducatrices, des enseignantes. Il était temps, M. le Président, qu'on valorise ces professions occupées par des femmes.

Mais, malgré tous les efforts qu'on a faits en éducation, il y a des jours d'école qui ont manqué, puis ça a eu des conséquences. Je parle d'abord des retards pour certains élèves. Puis on a commencé à mettre en place des mesures de mentorat, de rattrapage. Mais il y a eu aussi des impacts, il faut bien se le dire, sur la santé mentale de certains de nos jeunes. Je pense qu'on a le devoir, tout le monde ensemble, de continuer à embaucher des orthophonistes, des psychologues, d'offrir à tous les enfants qui ont des difficultés de santé mentale les services nécessaires. Je pense qu'il n'y a rien de plus important que ça.

On doit aussi aller plus loin pour donner à nos jeunes toutes les chances d'aller au bout de leur potentiel. Vous savez, actuellement il y a 82 % de nos jeunes qui sortent de l'école soit avec un diplôme soit avec une qualification. C'est un résultat honorable, quand on se compare avec d'autres États, mais ce serait toute une erreur, de se contenter de 82 %. On doit viser plus haut. On doit être parmi les meilleurs au monde. Puis la cible qu'on se donne, aujourd'hui, c'est que 90 % de nos jeunes sortent de l'école avec un diplôme, avec une qualification, puis on va prendre toutes les mesures pour y arriver.

Le premier, c'est de modifier de fond en comble la formation professionnelle. Il y a plusieurs jeunes qui sont très talentueux mais qui ne sont pas faits pour l'école régulière, comme on peut dire. Il y a des métiers, aussi, qui s'apprennent mieux dans la pratique. Donc, on va réinventer la formation professionnelle en la jumelant avec des stages. On va aussi mettre en place un programme de tutorat permanent pour aider les jeunes.

On va aussi compléter ce qu'on a commencé, c'est-à-dire ajouter cinq heures par semaine de présence dans toutes les écoles secondaires pour faire trois choses : de l'aide aux devoirs, plus d'activités sportives, plus d'activités culturelles.

Puis, quand je parle de se rallier devant nos jeunes, je ne parle pas seulement du primaire et du secondaire. On doit en faire plus aussi dans nos cégeps, dans nos universités. Il faut continuer d'investir massivement en éducation, parce que l'éducation, c'est le meilleur investissement pour l'avenir de notre société.

La pandémie a provoqué chez plusieurs personnes, jeunes et moins jeunes, des problèmes de santé mentale. Ça a été difficile de rester isolé. Il y en a qui ont subi des tensions familiales. On est en train de mettre en place un plan d'action, qu'on va annoncer prochainement, cet automne.

Et il y a aussi... Je parlais tantôt des activités sportives et culturelles. Il y en a beaucoup qui ont été annulées. On va mettre un effort spécial de ce côté-là.

Par ailleurs, personne ne va pouvoir oublier le décès d'une petite fille de sept ans en avril 2019 à Granby. La commission présidée par Régine Laurent a permis de voir que plusieurs choses ne fonctionnaient pas bien dans la protection de la jeunesse. On va donner suite aux recommandations, puis des changements importants vont continuer d'être apportés pour mieux protéger nos enfants.

La pandémie a aussi exacerbé la violence conjugale. On a répondu rapidement, avec plusieurs mesures, puis on vient de franchir un pas de plus avec la mise en place d'un tribunal spécialisé en matière d'agression sexuelle et de violence conjugale. Les victimes doivent avoir confiance dans le système, ne doivent pas hésiter à dénoncer. Puis on va aussi continuer nos campagnes pour que la violence faite aux femmes, ça devienne quelque chose qui est complètement puis totalement inacceptable dans notre Québec.

L'économie, maintenant, du Québec fonctionne à plein régime, mais on doit se préparer, on va voir de plus en plus une nouvelle économie. Avec la pandémie, les changements dans l'économie se sont accélérés. Ça nous offre en même temps une opportunité unique de projeter notre économie dans l'avenir.

Déjà, on avait des grosses ambitions, du côté de l'économie. Déjà, je l'ai dit souvent, malheureusement le Québec a un retard à rattraper. C'est d'ailleurs une des raisons importantes pourquoi je suis en politique. Je n'accepte pas que le Québec soit moins riche que ses voisins. Il n'y a aucune raison d'accepter ça.

Depuis le début de notre mandat, on a réussi à réduire l'écart de richesse entre le Québec puis l'Ontario, on l'a fait passer de 16 % à 13 %. Il faut maintenant poursuivre dans cette direction-là, il faut même accélérer ce mouvement.

Maintenant, la solidarité des Québécois, qu'on a vue pendant la pandémie, s'est fait aussi sentir dans l'économie. L'achat québécois, le soutien à nos entrepreneurs, à nos commerçants, à nos fabricants a été plus présent que jamais pendant la pandémie. On a comme compris, tout le monde, que c'était risqué de trop dépendre de l'étranger pour certains produits. Et heureusement la pandémie nous a montré que nos entrepreneurs étaient capables de s'adapter. Il y a des entreprises québécoises qui nous ont montré qu'elles étaient capables non seulement produire des produits qui étaient importés, mais de le faire à bon prix, de le faire aussi en meilleure qualité puis sans la pollution qui est associée au transport international des marchandises.

Puis le Québec a mis le paquet. Entre autres, on a commencé par les produits agricoles puis la transformation alimentaire, parce que la sécurité puis l'autonomie alimentaires, c'est crucial.

Je fais une parenthèse, M. le Président. Je me rappelle très bien, les premières semaines de la pandémie, une de mes grandes craintes, c'était qu'on ne soit pas capables d'importer tous les fruits, les légumes, la nourriture, parce qu'on importe 50 % de ce qu'on mange. Donc, M. le Président, je ne veux plus jamais avoir cette crainte-là.

Donc, on a demandé aux Québécois d'acheter québécois, puis ça a marché. Donc, on doit continuer pour l'autonomie alimentaire, mais on doit continuer aussi dans tous les produits qui sont offerts dans notre économie.

Dans les prochains mois, vous allez voir une grande campagne de promotion des produits fabriqués au Québec, parce qu'il y a beaucoup de produits qu'on importe actuellement de l'étranger qu'on serait capables de produire au Québec. Puis on va accompagner financièrement les entreprises québécoises qui sont prêtes à remplacer ces produits importés, parce qu'on doit miser sur nous-mêmes. Parce que fabriqué au Québec, c'est gagnant pour le Québec.

• (15 heures) •

Maintenant, M. le Président, le monde a changé, puis on est en train de vivre une véritable révolution dans le marché du travail. On est passé d'un marché où il manquait d'emplois à un marché où il manque d'employés.

Et, pour avoir été moi-même patron, je comprends les patrons qui souhaiteraient avoir plus de travailleurs. Bien plus facile pour une entreprise quand tu affiches un poste puis qu'il y a 20 personnes qui appliquent sur le poste. C'était comme ça quand les taux de chômage étaient élevés.

Donc, pendant des années, quand il y avait un poste d'offert, c'étaient les travailleurs qui couraient après les emplois. Aujourd'hui, c'est le contraire, ce sont les entreprises qui courent après les employés. Donc, avant, c'étaient les entreprises qui avaient le gros bout du bâton. Maintenant, ce sont les employés qui ont le gros bout du bâton.

Il y a quand même une bonne nouvelle là-dedans, parce qu'on voit les salaires augmenter très rapidement, au Québec, les conditions de travail s'améliorer, puis les experts nous disent : Ça va se poursuivre. Donc, comme premier ministre, je peux juste d'abord me réjouir pour les 4,5 millions de travailleurs québécois.

Évidemment, ces augmentations de salaire vont être importantes, dans certains cas pas suffisantes, dans un contexte où le coût de la vie augmente rapidement. On l'a vu, entre autres, dans deux secteurs : le coût de l'épicerie puis le coût des logements. L'offre et la demande ont fait qu'actuellement les prix sont très élevés. Donc, M. le Président, je veux vous dire qu'on regarde actuellement des moyens pour aider les Québécois qui n'ont pas eu les augmentations de salaire en conséquence, pour les aider à faire face à cette augmentation énorme du coût de la vie, entre autres dans le secteur de l'épicerie puis du logement.

Je reviens au manque de main-d'oeuvre puis je reviens aux patrons. D'abord, je veux dire aux patrons qu'on va vous aider. Une des bonnes façons d'y arriver, c'est d'augmenter la productivité, je sais qu'il faut choisir le moment d'utiliser ce mot-là, mais la productivité.

On va aider aussi les Québécois à se former, à se qualifier, à se requalifier, on va entendre souvent ce mot-là dans les prochaines années, pour qu'ils puissent obtenir un emploi à leur goût, un emploi plus valorisant, un emploi plus payant.

Mais la chose qui est la plus importante, quand on parle de rareté de main-d'oeuvre, notre premier défi, ça va être d'abord de combler dans les prochains mois, rapidement, les postes qui offrent des services qu'on pourrait appeler essentiels, des services directs à la population. Je parle des infirmières, des éducatrices en service de garde, les enseignants, les psychologues, les travailleurs sociaux en santé mentale et à la DPJ. C'est ça, actuellement, notre grande priorité, trouver des solutions à très court terme.

Mais on va aussi aider le secteur privé dans certains secteurs. Entre autres, ce qu'on veut, c'est d'ajouter des travailleurs qualifiés dans trois secteurs : la construction, les technologies de l'information puis le génie.

Vous savez, autrefois, le premier ministre Bourassa avait promis de créer 100 000 emplois. Bien, 50 ans plus tard, on travaille, nous autres, pour ajouter 100 000 travailleurs qualifiés.

M. le Président, comme je le disais tantôt, on va aussi agir pour aider les parents à revenir travailler. On sait qu'avec les services de garde on permet à des parents, en particulier des mères, de participer pleinement au marché du travail.

Les Québécoises ont déjà le taux d'emploi le plus élevé en Amérique du Nord, en bonne partie grâce à ces services de garde subventionnés. Les Québécoises sont en train de rattraper les écarts de revenus. Elles remplissent nos universités. On doit continuer dans cette direction-là puis être très fiers de cette situation, M. le Président.

On a aussi des mesures pour encourager les personnes de 60 à 69 ans soit de continuer à travailler ou de revenir au travail. On regarde, actuellement, comment on peut en faire plus.

Maintenant, alors que plusieurs régions du Québec manquent de main-d'oeuvre, il y a des régions qui continuent de manquer d'emplois, entre autres d'emplois de qualité. Donc, on est en train d'examiner MRC par MRC la situation de l'emploi pour que toutes les MRC participent à la nouvelle économie. Je pense, c'est la meilleure façon d'occuper le territoire.

Puis, comme promis, au cours des prochaines semaines, le gouvernement va présenter un plan pour transférer en région des milliers d'emplois de la fonction publique.

De plus, en regroupant dans chaque région les services qui étaient offerts par Investissement Québec et par le ministère de l'Économie et de l'Innovation, on s'est donné, dans chaque région, une force de frappe pour être capable de répondre rapidement à tous les entrepreneurs puis toutes les entreprises qui nous déposent des projets intéressants. Plus que jamais, votre gouvernement va être le gouvernement des régions.

M. le Président, il y a aussi une population qui est en croissance, au Québec, qui a besoin de perspectives d'avenir pour ses jeunes, puis le Québec a besoin d'eux autres. Je parle des nations autochtones et des Inuits.

Il y a plusieurs communautés qui se sont développées de façon impressionnante au cours des dernières années. Notre Grande Alliance avec les Cris est un exemple de partenariat de nation à nation. Puis, tout dernièrement, l'entente avec les Innus pour le projet éolien d'Apuiat puis le partenariat d'Hydro-Québec avec la communauté mohawk sont aussi des exemples de partenariats qui bénéficient à nos peuples respectifs.

Il y a plusieurs nations autochtones, et inuite, qui connaissent actuellement un boom démographique. Il faut aider les jeunes à aller au bout de leur potentiel à leur façon, en respectant leur culture.

Hydro-Québec a manifesté la volonté de former, d'employer plus de jeunes autochtones et Inuits. Aujourd'hui, je veux inviter toutes les entreprises du Québec à se tourner vers les communautés autochtones et inuite pour faire des partenariats avec elles et pour offrir des emplois à cette jeunesse qui est pleine de potentiel.

Il y a aussi, bien sûr, l'immigration économique qui contribue à augmenter le nombre de travailleurs.

On entend des voix qui réclament un nombre toujours plus élevé d'immigrants. Ce qu'on entend moins souvent, c'est que le Québec est déjà un des endroits qui accueille le plus d'immigrants. En proportion de la population du Québec, on accueille beaucoup plus d'immigrants que les États-Unis, que la France, que le Royaume-Uni.

Et, c'est très important, il faut respecter les capacités d'intégration du Québec. Il faut que notre système d'immigration soit adapté aux réalités uniques d'une nation francophone en Amérique du Nord. Le gouvernement fédéral doit enfin comprendre ça.

Le Québec ne peut pas avoir le même modèle d'immigration que celui du Canada anglais. La survie du français exige une approche différente. C'est pour ça que le gouvernement de la nation québécoise doit avoir plus de pouvoirs en matière d'immigration. Et, cette responsabilité historique de tout premier ministre du Québec, je vais continuer de l'assumer pleinement et fièrement.

• (15 h 10) •

Un autre changement majeur doit s'effectuer partout dans le monde : il faut répondre à l'urgence climatique.

Autrefois, les nations rêvaient de produire du pétrole, du gaz, du charbon. Ils se sont enrichis comme ça. De nos jours, c'est le contraire. On cherche, partout dans le monde, des moyens de passer aux énergies vertes.

Et le Québec, avec son énergie verte abondante, dispose d'un atout incomparable. Si le pétrole a permis à des États de s'enrichir considérablement, le XXI<sup>e</sup> siècle va être celui des économies vertes. Le XXI<sup>e</sup> siècle va être le siècle du Québec.

Dans ce contexte, c'est important de se rappeler que, parmi tous les États américains, parmi toutes les provinces canadiennes, le Québec est l'État qui émet le moins de gaz à effet de serre par habitant. On est premiers. C'est un bel héritage de nos prédécesseurs qui ont eu la clairvoyance de mettre de l'avant des grands projets hydroélectriques.

Quand j'étais encore dans l'opposition, j'ai parlé de notre vision de faire du Québec la batterie verte du nord-est de l'Amérique. Il y avait, à l'époque, des sceptiques qui croyaient que l'hydroélectricité c'était une chose du passé. Eh bien, cette réalité est devenue... cette vision, pardon, est devenue une réalité.

Depuis le début de notre mandat, on a conclu des ententes avec le Massachusetts et avec New York pour y exporter notre électricité propre. Oui, il reste encore des étapes à franchir, mais, quand ça va être fait, ces contrats vont rapporter des dizaines de milliards de dollars de revenus additionnels à Hydro-Québec. Et je rappelle que, Hydro-Québec, 100 %, ça appartient aux Québécois.

Donc, les ententes d'exportation d'Hydro-Québec, c'est payant pour le Québec, c'est payant pour nos voisins qui vont avoir de l'énergie stable et propre, mais c'est payant aussi pour la planète, parce que ces ententes vont réduire les gaz à effet de serre. Juste pour l'entente de New York, on parle de l'équivalent d'enlever 1 million d'autos. C'est une immense contribution du Québec à la lutte contre les changements climatiques, puis on devrait tous ici en être très fiers.

Mais ça ne veut pas dire, M. le Président, qu'il faut arrêter nos efforts. Au contraire, il faut aller plus loin.

On s'est donné comme objectif de réduire nos émissions de GES, d'ici 2030, de 37,5 % par rapport à 1990 et d'atteindre la carboneutralité en 2050. Pour aller dans cette direction-là, il faut prendre résolument le chemin d'une économie verte.

C'est pour ça, M. le Président, que le gouvernement du Québec a pris la décision de renoncer définitivement à extraire des hydrocarbures sur son territoire.

Il faut donc, M. le Président, miser sur nos atouts en transformant en profondeur notre économie. Désormais, c'est sur l'électricité, sur les énergies renouvelables qu'il faut miser.

Ça nous permet, par les exportations, de constituer une rente de richesse importante pour les prochaines générations, mais ça nous permet aussi d'attirer des investissements des entreprises, parce que, dans l'avenir, les entreprises qui vont vouloir produire des biens sans émettre de GES, bien, ils vont trouver au Québec une terre d'accueil incomparable.

Et, M. le Président, il faut rappeler le Plan pour une économie verte, qu'on a lancé en 2019. Ce plan, c'est le plan le plus ambitieux de toute l'histoire du Québec. C'est un plan, enfin, qui est chiffré, qui est concret, qui est réaliste, et c'est un plan qu'on va continuer à améliorer chaque année.

C'est important aussi de rappeler qu'actuellement on n'a jamais vu autant de chantiers, de projets de transport collectif, que ce soit dans le Grand Montréal, dans la Capitale-Nationale. Mais on ne veut pas arrêter là, M. le Président, on veut aller encore plus loin.

Donc, je vous annonce que le gouvernement a l'ambition de créer, un, un pôle mondial de transport électrique, des autobus, des camions, des trains, même des avions électriques, ici, au Québec; deuxièmement, un pôle mondial pour toute la filière batteries; et, troisièmement, un pôle mondial pour la production d'hydrogène vert.

M. le Président, sur la scène mondiale, il y a plusieurs pays qui s'inquiètent du grand poids de la Chine dans le marché des minéraux critiques. Il y a beaucoup de ces minéraux qui sont indispensables pour beaucoup de produits de l'économie verte. Je pense, entre autres, aux batteries

Le Québec a des gisements importants de minéraux critiques. Je vous annonce que le gouvernement a l'intention d'extraire ces gisements mais aussi de les transformer ici pour créer plus de richesse ici.

Et une des clés pour faire du Québec un endroit plus prospère, c'est l'innovation. Si on veut rattraper nos voisins en termes de richesse, PIB par habitant, bien, on doit absolument avoir une économie plus productive, puis ça passe beaucoup par l'innovation, par les technologies.

Et, M. le Président, il y a une opportunité extraordinaire avec la rareté de main-d'oeuvre, parce que les entreprises qui investissent dans des équipements, dans l'innovation, pour améliorer leur productivité, vont être capables, un, de faire plus de profits; deux, d'être capables de faire face à la rareté de main-d'oeuvre.

Donc, on travaille sur l'innovation. On a une vaste consultation qui a lieu actuellement pour avoir une stratégie québécoise de recherche et d'innovation ambitieuse, pour faire du Québec un leader en innovation. Puis on va commencer à annoncer bientôt les fameuses zones d'innovation dans certaines régions du Québec, où on va mettre ensemble des chercheurs et des entreprises.

Et, M. le Président, finalement, le gouvernement continue aussi de déployer des ressources pour augmenter les exportations de nos entreprises. Entre autres, les délégations générales du Québec à l'étranger sont de plus en plus orientées pour identifier des clients potentiels pour les entreprises québécoises.

• (15 h 20) •

Donc, M. le Président, pour s'enrichir, le Québec doit avoir plus de grandes entreprises québécoises. C'est dans les grandes entreprises aussi où on paie des salaires plus élevés, où on fait plus d'innovation. Ça ne veut pas dire qu'il faut négliger les petites entreprises, les grandes entreprises sont d'abord petites, mais on a besoin d'avoir plus de fleurons québécois.

Donc, un Québec plus riche, des Québécois plus riches, c'est aussi ça, un Québec qui gagne.

En terminant, la pandémie a révélé une autre réalité fondamentale : l'importance de la cohésion nationale.

La solidarité qu'on a vue au Québec n'aurait pas été imaginable sans une forte cohésion nationale, sans un fort sentiment d'appartenance à une communauté nationale. Puis cette cohésion nationale trouve sa source dans notre histoire commune, dans notre culture, dans notre façon de vivre ensemble puis, bien sûr, dans notre langue.

Et cette cohésion nationale doit être cultivée dès l'enfance. On doit transmettre à nos jeunes plus de connaissances sur notre histoire, sur notre culture, sur le fonctionnement de la société québécoise. On doit aussi transmettre un sentiment de fierté, de citoyenneté partagée. Puis, pour y arriver, pour y arriver, on va remplacer le cours d'éthique et culture religieuse par un cours axé sur la culture et la citoyenneté québécoise.

C'est crucial aussi de soutenir fortement la culture québécoise. Depuis le début de notre mandat, on a donné plus de moyens que jamais à nos créateurs, à notre industrie culturelle. Pour une nation comme la nôtre, l'appui de l'État à la culture, c'est fondamental. La culture propage la fierté, et la fierté, c'est un moteur puissant pour une société. C'est un facteur déterminant de cohésion nationale.

Avec les Espaces bleus dans les différentes régions du Québec, on veut justement créer des lieux populaires où les Québécois vont pouvoir mieux connaître, mieux se rappeler les succès de l'histoire de notre nation et de chacune de nos régions. Une place importante va être faite aussi à celles et ceux qui ont chanté notre Québec, à celles et ceux qui nous ont transmis l'émotion, la fierté d'être Québécois. On va aussi en profiter, à chaque fois que c'est possible, pour restaurer un bel édifice de notre patrimoine. C'est important. Et on va montrer dans nos Espaces bleus la beauté de notre territoire.

Et, parlant de la beauté de notre territoire, l'attachement à notre territoire, à notre patrimoine, à nos régions, ça aussi, ça renforce notre cohésion nationale.

Malheureusement, la beauté des bâtiments publics, au Québec, n'a pas toujours été au rendez-vous. Et c'est Jean-Paul L'Allier qui disait : «Ce qui appartient à tous devrait être plus beau que tout le reste.» C'est vrai pour les bâtiments neufs, mais c'est vrai aussi pour les édifices qui ont marqué notre histoire. Les églises, les couvents, les anciennes écoles, tous nos beaux bâtiments doivent être mieux protégés, mieux mis en valeur.

On va donc présenter une politique nationale d'architecture et d'aménagement du territoire pour préserver notre patrimoine bâti et pour préserver aussi nos paysages, pour rendre nos villes, nos campagnes encore plus belles.

La fermeture des frontières a permis à beaucoup de Québécois de découvrir ou de redécouvrir notre territoire majestueux, nos magnifiques régions. On va profiter de cet engouement pour encourager les Québécois à continuer à profiter de la beauté des régions du Québec. On va développer le tourisme familial comme jamais.

On va aussi mettre en place des projets, dans les différentes régions du Québec, pour que les Québécois aient davantage accès à la nature, pour que les Québécois profitent davantage de la beauté de notre territoire.

Pour définir notre manière de vivre ensemble, on a adopté la loi n° 21 sur la laïcité de l'État. Cette loi, qui est appuyée par une grande majorité des Québécois, s'inscrit dans notre histoire de droits collectifs. Oui, il y a des droits individuels qui sont fondamentaux, mais il y a aussi des droits collectifs qui doivent être pris en compte.

Malheureusement, la loi n° 21 est actuellement contestée devant les tribunaux. Ça va être crucial pour notre nation de mener cette bataille juridique. Et les Québécois peuvent compter sur leur gouvernement pour mener cette bataille sans fléchir.

Le gouvernement a aussi déposé le projet de loi n° 96 pour renforcer le statut du français. Il s'agit du plus important projet de loi pour renforcer la prédominance du français au Québec depuis la loi 101. En plus, on va inscrire dans la Constitution que le français est la langue officielle de la nation québécoise. Les Québécois peuvent aussi compter sur leur gouvernement pour défendre et faire la promotion de notre langue.

I want to speak to the historic English-speaking community of Québec. You are an integral part of Québec. As a historic community, you have your own institutions : schools, colleges, universities, hospitals, the media. Canada's francophone minorities dream of mastering so many institutions. No minority in Canada is better served than English-speaking Quebecers, and we are proud of that.

Peu importe notre origine, peu importe notre couleur de peau, peu importe qu'on soit de souche ancienne, de souche récente, on a tous le droit à la même dignité, au même respect, à la même citoyenneté. Le Québec est un des endroits au monde où il y a le moins de racisme, mais il y en a encore. On doit continuer de combattre le racisme, puis on doit le faire ensemble, en misant sur ce qui nous rassemble.

On doit porter une attention particulière aux autochtones, à ces nations avec qui on partage un territoire mais aussi une histoire et, pour plusieurs d'entre nous, des ancêtres communs.

On doit reconnaître que les nations autochtones ont subi une forme particulièrement cruelle de racisme avec des politiques qui visaient à effacer leur identité, leur culture, leur histoire. On doit à la vérité de connaître cette histoire puis de la regarder en face. On doit aussi reconnaître que cette histoire terrible a causé des blessures profondes qui se sont transmises de génération en génération.

• (15 h 30) •

Cette histoire a provoqué des préjugés tenaces. On doit les combattre et on doit combattre la discrimination et le racisme que vivent trop d'autochtones, encore de nos jours, pour aller de l'avant, pour recommencer à être partenaires, en tout respect, de nation à nation.

En conclusion, la pandémie a été une longue bataille qui a fait des victimes, qui a causé des dommages. Je pense qu'aucun d'entre nous n'en sort complètement indemne. Mais cette longue bataille a montré à quel point notre cohésion nationale est cruciale. Quand les Québécois se mettent ensemble, ils sont capables de grandes choses. Maintenant que le pire de la pandémie est derrière nous, c'est le temps pour le Québec de se projeter dans l'avenir.

J'invite donc tous les Québécois à participer à ces changements nécessaires pour continuer de bâtir ce Québec qu'on aime. Un Québec plus prospère. Un Québec plus vert. Un Québec plus fier. Merci.

(Applaudissements)

**Le Président :** M. le premier ministre, je vous invite à présenter votre motion.

#### **Motion proposant que l'Assemblée approuve la politique générale du gouvernement**

**M. Legault :** Oui. M. le Président, conformément à l'article 45 de notre règlement, j'invite l'Assemblée nationale à adopter la motion suivante :

«Que l'Assemblée nationale approuve la politique générale du gouvernement.»

**Le Président :** Merci, M. le premier ministre. Votre motion est donc présentée.

Et je comprends qu'il y aurait, à ce moment-ci, consentement pour la présentation d'une motion par leader du gouvernement relativement à l'organisation des travaux. Consentement? M. le leader du gouvernement.

#### **Motion proposant de remettre en application l'ordre spécial adopté à l'ouverture de la séance du 14 septembre 2021 malgré la prorogation de la première session de la 42e législature**

**M. Jolin-Barrette :** M. le Président, permettez-moi de présenter la motion suivante relativement à l'organisation de nos travaux :

«Que l'ordre spécial adopté à l'ouverture de la séance du 14 septembre 2021 continue d'avoir effet malgré la prorogation de la première session de la 42e législature.» Merci.

**Mise aux voix**

**Le Président :** Merci. Cette motion est-elle adoptée?

**Des voix :** Adopté.

**Le Président :** Adopté.

**Ajournement**

Je lève, à ce moment-ci, la séance. Et, conformément aux dispositions du règlement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 20 octobre 2021, à 9 h 40. Merci à toutes et à tous.

*(Fin de la séance à 15 h 33)*